

Indice trimestriel du coût du travail

Année de référence 2005

Luxembourg
STATEC

Art. 2 du Règlement UE 1216/2003 de la Commission du 7 juillet 2003
portant application au règlement (CE) 450/2003 du Parlement et du Conseil
relatif à l'indice du coût de la main-d'œuvre

Sommaire

INTRODUCTION	3
1. DESCRIPTION DES SOURCES DE DONNEES UTILISEES, DE LA CORRESPONDANCE ENTRE LA COUVERTURE, DE LA COMPARABILITE DES DONNEES RETROSPECTIVES ET ACTUELLES	5
1.1. LES DONNEES PROVENANT DE L'IGSS	5
1.1.1. <i>Champ couvert par le fichier mensuel "salaires-emplois" de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS)</i>	5
1.1.2. <i>La disponibilité des fichiers IGSS</i>	6
2. DESCRIPTIF DE L'ICT	8
2.1. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS DES UTILISATEURS	8
2.2. PRECISION DES DONNEES	8
2.2.1. <i>Historique des révisions</i>	8
2.2.2. <i>Couverture</i>	9
2.2.3. <i>Fréquence</i>	11
2.2.4. <i>Estimation</i>	11
2.2.5. <i>Heures travaillées</i>	11
2.2.6. <i>Données administratives</i>	11
2.3. ACTUALITE ET PONCTUALITE	12
2.4. ACCESSIBILITE ET CLARTE	12
2.5. COMPARABILITE	12
2.6. COHERENCE	13
2.7. EXHAUSTIVITE	13
2.7.1. <i>Les données des enquêtes CMO</i>	13
2.7.2. <i>Le ratio des jours ouvrés</i>	14
 GRAPHIQUE 1 : EVOLUTION ICT POUR LES REGROUPEMENTS NACE C A E ET G A K : 1994Q1- 2003Q4 (1996=100).....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.

INTRODUCTION

Ce document correspond au troisième rapport qualité annuel portant sur le calcul des séries sur le coût du travail (ICT) par le STATEC.

La méthodologie de référence pour la construction de l'indice trimestriel du coût horaire de la main-d'œuvre est basée sur le Règlement (CE) No 450/2003 du Parlement européen et du Conseil du 27 février 2003 relatif à l'indice du coût de la main-d'œuvre et art.2 du Règlement (CE) No 1216/2003 de la Commission du 7 juillet 2003 portant application du règlement (CE) no 450/2003 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'indice du coût de la main-d'œuvre.

Dans le contexte de l'indice du coût de la main-d'œuvre, les coûts de la main-d'œuvre se définissent comme l'ensemble des dépenses supportées par les employeurs. Ils comprennent la rémunération des salariés, notamment les salaires et traitements bruts en espèces et en nature, les cotisations sociales (obligatoires et imputées) à la charge des employeurs, ainsi que les impôts relatifs à l'emploi considérés comme des coûts de la main-d'œuvre, déduction faite des subventions obtenues, mais pas des frais de formation professionnelle ni d'autres dépenses comme les frais de recrutement et les vêtements de travail, contrairement aux données quadriennales sur le coût de la main-d'œuvre.

L'indice du coût de la main-d'œuvre est établi pour les 4 catégories de coût ci-après :

1. coût total de la main-d'œuvre;
2. les salaires et traitements, définis par référence au poste D11 de l'Annexe II du règlement (CE) n° 1726/1999 ;
3. les cotisations sociales à charge de l'employeur, plus les taxes payées par l'employeur, moins les subventions au bénéfice de l'employeur, définies comme la somme des postes D.12 et D.4 moins D.5 de l'annexe II du règlement CE) n° 1726/1999 ;
4. coût total de la main-d'œuvre à l'exclusion des primes définies par référence au poste D11112 de l'Annexe II du règlement (CE) n° 1726/1999.

- Ces séries sont fournies sous forme :

1. non corrigée;
2. corrigées du nombre de jours ouvrables ;
3. corrigées des variations saisonnières et du nombre de jours ouvrables.

Ces indices seront établis par activités économiques, au moins au niveau des sections de la NACE Rév. 1.

La formule à retenir pour le calcul de l'indice de coût du travail est de type Laspeyres-chaîne. Elle est décrite comme suit dans l'annexe II du règlement sur l'ICT portant application du règlement du Parlement Européen et du Conseil relatif à l'indice du coût de la main-d'oeuvre :

- w_i^{tj} = les coûts du travail par heure travaillée des salariés dans l'activité i au trimestre t de l'année j
 ω_i^k = les coûts du travail par heure travaillée des salariés dans l'activité i l'année k
 h_i^k = les heures travaillées des salariés dans l'activité i l'année de base k
 W_i^k = $\omega_i^k * h_i^k$ = coûts du travail des salariés dans l'activité i l'année de base k.

2. L'ICT pour le trimestre t de l'année j, avec une année de base k est défini comme :

$$ICT_{tj(k)} = \frac{\sum_i w_i^{tj} h_i^k}{\sum_i \omega_i^k h_i^k} = \frac{\sum_i (w_i^{tj} / \omega_i^k) \omega_i^k h_i^k}{\sum_i W_i^k} = \frac{\sum_i (w_i^{tj} / \omega_i^k) W_i^k}{\sum_i W_i^k} \quad \text{où } 1 \leq t \leq 4.$$

3. Les pondérations utilisées pour calculer l'indice sont donc : $\frac{W_i^k}{\sum_i W_i^k}$

4. Le chaînon annuel de l'année l à l'année l+1, où $0 \leq l < l+1 < j$ est défini par :

$$L_{l,l+1} = \frac{\sum_i \omega_i^{l+1} h_i^l}{\sum_i \omega_i^l h_i^l}.$$

5. La formule de l'indice Laspeyres-chaîne pour le trimestre t de l'année j, année de base k=0 et m l'intervalle requis pour traiter et appliquer les poids annuels, où $1 \leq m \leq 2$, est définie comme :

$$ICT_{tj(0)} = 100. (L_{0,1}) . (L_{1,2}) \dots (L_{j-(m+1),j-m}) . ICT_{tj(j-m)}.$$

1. DESCRIPTION DES SOURCES DE DONNEES UTILISEES, DE LA CORRESPONDANCE ENTRE LA COUVERTURE, DE LA COMPARABILITE DES DONNEES RETROSPECTIVES ET ACTUELLES

Les éléments pour l'établissement de l'ICT proviennent des fichiers administratifs¹ mensuels de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) et de l'enquête quadriennale sur le niveau et la structure du coût de la main-d'œuvre² (CMO). Les jours ouvrables sont corrigés

1.1. Les données provenant de l'IGSS

Les données provenant de l'IGSS et utilisées pour le calcul sont les suivantes:

- ❖ Les fichiers mensuels sur les salaires et l'emploi, transmis en t+3 mois après le trimestre de référence.
- ❖ Les fichiers mensuels sur les salaires et l'emploi (transmis en t+2 mois après le trimestre de référence, en version estimée).
Les fichiers "t+2" sont utilisés pour satisfaire au règlement européen qui demande une disponibilité de l'ICT 70 jours après la fin de chaque trimestre de référence. Les données comprises dans ce fichier couvrent 80% de l'ensemble des déclarations de salaires auprès des services de la Sécurité sociale.
- ❖ Les fichiers mensuels sur les salaires et l'emploi, à t+12 mois après le trimestre de référence en version définitive, sont intégrés dans le calcul de l'ICT.

1.1.1. Champ couvert par le fichier mensuel "salaires-emplois" de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS)

Il s'agit d'un fichier mensuel de personnes affiliées, dans lequel sont comptées toutes les personnes ayant une occupation au dernier jour du mois. Une personne ayant plusieurs emplois au dernier jour du mois n'est comptée qu'une seule fois dans son occupation principale (c'est-à-dire dans celle correspondant au plus grand nombre d'heures travaillées). Cependant, les variables concernant les salaires, gratifications, cotisations et heures ouvrées concernent l'ensemble des emplois occupés au cours du mois.

Le fichier comprend également les emplois intérimaires qui sont classés dans le secteur d'activités de l'entreprise d'intérim qui les emploie. Il contient les entreprises de toutes tailles.

La codification de l'activité en NACE se fait au niveau de l'employeur déclarant (unité légale=matricule) et non pas au niveau de l'établissement. A noter que le prélèvement des cotisations sociales est soumis à un plafonnement sur les salaires correspondant au septuple du

¹ agrégés au niveau de 5 chiffres de la NACE Rév.1.1

² Règlement (CE) no 1726/1999 de la Commission du 27 juillet 1999 portant application du règlement (CE) no 530/1999 du Conseil relatif aux statistiques structurelles sur les salaires et le coût de la main-d'œuvre concernant la définition et la transmission des informations sur le coût de la main-d'œuvre.

salaires sociaux minimum. Bien que certains employeurs déclarent la totalité des salaires, les fichiers salaires - emplois de l'IGSS ne comprennent de manière exhaustive que la masse salariale située en dessous de 7 fois ce plafond. Signalons toutefois que selon une estimation de l'IGSS, la partie des salaires individuels excédant les 7 fois ce plafond ne représente que 2% du coût total.

Les fichiers fournis mensuellement par l'IGSS sont détaillés par :

- ❖ Statut professionnel (seuls les salariés sont conservés pour calculer l'ICT),
- ❖ Nature de l'emploi (seuls les actifs sont conservés),
- ❖ Temps de travail,
- ❖ Résidence de l'employeur,
- ❖ Résidence de l'assuré,
- ❖ Sexe

Parmi toutes les données disponibles dans les fichiers mensuels, seules les données utiles pour calculer l'ICT sont conservées.

Il s'agit :

- ❖ Code NACE rev1 à 5 positions (seuls les codes correspondant aux sections C à K sont conservés),
- ❖ des heures payées dans le mois,
- ❖ des salaires et traitements bruts mensuels déclarés,
- ❖ des gratifications,
- ❖ et des cotisations sociales obligatoires patronales.

1.1.2. La disponibilité des fichiers IGSS

Actuellement, les fichiers salaires-emplois de l'IGSS sont mis à la disposition du STATEC, 90 jours (soit t+3 mois), après la fin de la période de référence. Il ne semble pas que cette durée puisse être raccourcie.

Des fichiers de base (t+3) cohérents sont disponibles depuis l'année 1994.

Ces fichiers sont diffusés une deuxième fois sous une forme définitive, 9 mois plus tard, soit 12 mois (t+12) après la fin de la période de référence.

Depuis le dernier trimestre de 2003, le STATEC utilise un fichier "t+2" mois après la période de référence qui couvre plus de 80% des salaires - emplois déclarés. Ce fichier concerne les données pour les mois: mars, juin, septembre et décembre. Il est utilisé pour fournir, endéans les 70 jours après le trimestre de référence, une première version de l'ICT à Eurostat.

1.2. L'enquête sur le niveau et la structure du coût de la main-d'œuvre

Les enquêtes CMO permettent de compléter les données de l'IGSS :

- en intégrant la notion d'heures travaillées
- en complétant le coût de la main-d'œuvre par les avantages en nature et par les cotisations sociales patronales non obligatoires.

Les ratios, issus des enquêtes CMO sont appliqués aux variables IGSS au niveau code NACE 5 chiffres.

2. DESCRIPTIF DE L'ICT

La constitution des séries de l'ICT permet d'analyser l'évolution de l'indice du coût du travail, de 1994 à 2005. Comme la source des données est une source administrative stable, les différences méthodologiques ou les ruptures de séries sont peu fréquentes.

Le présent rapport vise à répondre aux différentes questions incluses dans le rapport qualité d'après l'annexe 1 du règlement européen n°1216/2003.

2.1. Pertinence par rapport aux besoins des utilisateurs

Les principaux utilisateurs sont EUROSTAT et d'autres institutions européennes, occasionnellement la Banque Centrale du Luxembourg et finalement le STATEC lui-même en publiant les séries.

Pas de retours utilisateurs sont à notifier. Ainsi, le STATEC estime que les besoins de la plupart des utilisateurs sont satisfaits.

2.2. Précision des données

2.2.1. Historique des révisions

2.2.1.1 Révisions déjà mentionnées dans le rapport qualité pour l'année de référence 2004

Avec l'utilisation des fichiers "t+2" à couverture de 80% pour un trimestre Q1 p. ex., une révision des données pour ce même trimestre s'impose au moment de la disponibilité des fichiers t+3 mois de ce trimestre Q1. Ainsi, au moment de la production des données du trimestre Q2, les résultats du trimestre précédant sont révisés. Des révisions ont été faites pour les indices 2003Q4 et 2004Q1.

2.2.1.1 Révisions effectuées en 2005

En mars 2006, lors de la livraison de l'ICT pour le quatrième trimestre 2005, nous nous sommes aperçus à posteriori d'une évolution annuelle démesurée pour certains secteurs d'activité.

Ceci était très vraisemblablement dû à l'absence de certains filtres dans la syntaxe du programme SAS qui génère l'ICT à partir des fichiers administratifs de l'IGSS, à savoir :

- l'exclusion des travailleurs indépendants;
- la limitation des données provenant de l'IGSS aux seuls actifs;
- l'exclusion des agents travaillant dans les organismes internationaux.

L'entièreté des fichiers mensuels de l'IGSS de l'année 2005 ont été rechargés ce qui a abouti à une évolution annuelle du 4^e trimestre 2005 plus satisfaisante (cf. tableau ci-dessous).

Série initiale livrée en mars 2006 _LCI TOT, unadjusted

	C	D	E	F	G	H	I	J	K
20031	103.64	105.50	99.41	110.09	109.01	112.07	107.56	116.42	110.21
20032	108.62	111.29	107.55	108.13	109.55	112.15	113.78	112.89	111.48
20033	105.10	104.79	97.41	110.18	108.93	112.44	107.83	100.40	110.52
20034	130.42	122.00	141.43	122.26	123.49	119.24	119.11	125.27	128.30
20041	106.87	106.93	109.71	113.37	108.84	115.81	110.46	120.91	108.41
20042	112.19	113.63	111.28	111.65	109.61	117.49	116.74	116.93	112.49
20043	109.10	106.35	102.46	111.73	107.20	115.36	109.01	102.34	108.86
20044	138.11	123.83	157.54	126.29	123.19	123.62	122.23	129.59	128.96
20051	111.21	109.90	104.63	121.15	120.67	146.38	114.78	127.38	129.85
20052	116.22	118.19	94.12	114.72	111.41	124.95	120.68	122.58	118.35
20053	110.52	109.40	94.70	115.17	109.22	121.18	112.21	106.62	112.70
20054	131.10	126.92	117.90	132.28	134.73	150.85	126.31	134.27	146.74

Série révisée livrée en juillet 2006 _LCI TOT unadjusted

	C	D	E	F	G	H	I	J	K
20031	103.64	105.50	99.41	110.09	109.01	112.07	107.56	116.42	110.21
20032	108.62	111.29	107.55	108.13	109.55	112.15	113.78	112.89	111.48
20033	105.10	104.79	97.41	110.18	108.93	112.44	107.83	100.40	110.52
20034	130.42	122.00	141.43	122.26	123.49	119.24	119.11	125.27	128.30
20041	106.87	106.43	109.71	113.37	108.82	115.81	110.42	120.91	108.28
20042	112.19	113.30	111.28	111.65	109.59	117.49	116.72	116.92	112.40
20043	109.10	105.84	102.46	111.73	107.17	115.36	108.94	102.33	108.77
20044	138.11	123.75	157.54	126.30	123.16	123.62	122.18	129.58	128.95
20051	111.22	105.93	104.41	118.07	110.17	122.26	113.70	126.53	113.14
20052	116.22	117.84	94.12	114.73	111.39	124.95	120.65	122.58	118.28
20053	110.52	108.80	94.70	115.18	109.20	121.18	112.15	106.61	112.63
20054	131.11	126.08	117.89	130.01	125.36	129.23	125.79	133.88	133.57

2.2.2. Couverture

Dans le cadre du programme statistique communautaire, le STATEC établit des indices trimestriels pour retracer l'évolution du coût horaire de la main-d'œuvre.

Au numérateur de l'indicateur figurent:

- les salaires et traitements bruts, avant déduction des impôts et de la part salariale des cotisations sociales,
- les gratifications, et
- les cotisations sociales patronales obligatoires;

et au dénominateur:

- les heures rémunérées provenant de l'IGSS corrigées par un coefficient « heures travaillées / heures rémunérées » provenant de l'enquête sur le niveau et la structure du coût de la main-d'œuvre.

2.2.2.1 Les fichiers administratifs de l'IGSS

Les données à la base de cet indicateur proviennent des fichiers mis à la disposition par la Sécurité sociale et concernent la totalité des salariés y affiliés. Les fichiers couvrent les frontaliers venant travailler au Luxembourg et excluent les résidents travaillant à l'étranger. Les fonctionnaires travaillant auprès des institutions internationales ne sont pas inclus. Les employeurs sont classés d'après leur activité principale dans les sections NACE Rév.1 respectives. La transmission des fichiers administratifs de l'IGSS au STATEC se fait mensuellement avec un écart d'environ t+3 mois et quelques jours. Des fichiers t+2 mois après le mois de référence, à couverture réduite (80% des déclarations de salaires et traitements), sont transmis pour les mois mars, juin, octobre et décembre, permettant ainsi de raccourcir les délais de transmission.

La part des salaires dépassant sept fois le salaire social minimum n'est pas comprise dans ces fichiers en raison du plafond déclarable appliqué par la Sécurité sociale.

Les données concernent les sections C à K de la NACE rév.1.

Une décomposition aux agrégats suivants est disponible actuellement:

- C+D+E (Industrie)
- D (Industrie manufacturière)
- F (Construction)
- G (Commerce)
- G+H+I (Commerce; Hôtels et restaurants; Communication et Transports)
- J+K (Activités financières; Immobilier, location et services aux entreprises)
- C à K.

2.2.2.2 L'enquête sur le niveau et la structure du coût de la main-d'œuvre

- Unité locale

L'enquête CMO couvre en principe l'unité locale³ classée selon l'activité économique. Comme l'employeur est classé selon son activité économique principale dans les fichiers IGSS et que l'on n'y tient pas compte de ses activités économiques supplémentaires, cet éventuel biais est atténué par la prise en compte des résultats CMO2000 pour la confection dudit indice.

- Taille d'entreprise

L'enquête CMO est limitée aux unités comptant au moins 10 salariés alors que les fichiers IGSS couvrent les entreprises de toutes tailles.

- Sections NACE

L'enquête CMO ne couvre, avant 2004, que les sections NACE C-K.

³ L'unité locale correspond à une entreprise ou une partie d'entreprise (atelier, usine, magasin, bureau, mine, entrepôt) sise en un lieu topographiquement identifié, cf Règlement (CEE) n° 696/93 du Conseil, du 15 mars 1993, relatif aux unités statistiques d'observation et d'analyse du système productif dans la Communauté (JO n° L 76 du 30.3.1993).

Pour toutes les sections C à K la couverture :

- des salariés est de 100% étant donnée l'exhaustivité des fichiers administratifs utilisés
- des salaires et traitements bruts (y compris les cotisations salariales) atteint près de 98%
- des cotisations sociales patronales est de 100%.

2.2.3. Fréquence

Les données de l'IGSS sont fournies mensuellement alors que l'enquête CMO est quadriennale.

2.2.4. Estimation

Les données de l'IGSS sont complétées par les ratios issus de l'enquête CMO par l'application de ratios intégrant:

- les heures travaillées
- les avantages en nature
- les cotisations sociales patronales non obligatoires.

Les ratios, issus des enquêtes CMO sont appliqués aux variables IGSS au niveau code NACE 5 chiffres.

2.2.5. Heures travaillées

Un ratio heures payées / heures travaillées issu de l'enquête quadriennale sur le coût de la main-d'œuvre est appliqué aux fichiers mensuels de l'IGSS au niveau NACE5.

En moyenne, des NACE des sections C à K, les heures travaillées correspondent à 81,6% des heures payées. La dispersion de ce taux est entre 68,1% pour la NACE 64.110 et 87,9% pour la NACE 51.410.

2.2.6. Données administratives

Les limites des données administratives utilisées portent sur le classement des salariés selon l'activité principale de l'entreprise et sur les heures payées et non pas travaillées.

2.3. Actualité et ponctualité

Les séries de l'ICT (1996T1 à 1998T4) ont été fournies à Eurostat pour la première fois en avril 1999, dans le cadre d'une décision du Comité du programme statistique communautaire (CPS 97/27/14). La transmission des indices à EUROSTAT, a été interrompue fin 2001, en raison de changements intervenus au niveau de la saisie des salaires et des heures payées, et a redémarré début 2003. Jusqu'à la fin de 2003, la transmission de l'ICT à EUROSTAT s'est faite avec un délai d'environ 100 jours après le trimestre de référence. Depuis, ce délai a pu être raccourci pour s'approcher des 70 jours en 2005.

Trimestre de référence	Date de transmission à Eurostat	Délai de transmission exprimé en nombre de jours après la période de référence
2005q4	16.03.2006	75
2005q3	07.12.2005	68
2005q2	02.09.2005	64
2005q1	17.06.2003	78

2.4. Accessibilité et clarté

La série sur le coût total horaire figure dans l'annexe de la « Note de Conjoncture » disponible sur le site web du STATEC : <http://www.statistiques.public.lu/fr/>.

La série sur les salaires et traitements bruts par heure est publiée par le STATEC à l'adresse : <http://www.statistiques.public.lu/fr/functions/calendrier/sdds/index.html#FinancialSector> sous la rubrique « Economic and financial data for Luxembourg » présentant les « Indicateurs économiques et financiers suivant le standard (SDDS) du FMI ».

EUROSTAT publie les données sur le site : <http://epp.eurostat.ec.europa.eu>.

Tous ces supports de publications présentent, à côté des données, également les méta données.

2.5. Comparabilité

Les séries de l'ICT proviennent d'une source administrative ne donnant lieu que rarement à des modifications.

Des reclassements d'entreprises d'une NACE vers une autre dans les fichiers administratifs peuvent avoir un impact sur les résultats par section mais ces changements ne nous sont communiqués souvent avec un certain retard.

Une rupture lors du passage de la NACE 70 à la NACE Rév.1 avait été notée pour quelques sous-sections de la NACE au cours du 1^{er} trimestre 1997.

Aucune rupture n'a été relevée en 2005 après application des résultats de l'enquête CMO 2000 à l'ICT.

2.6. Cohérence

La comparaison, de l'évolution de l'ICT pour des sections NACE Rév.1 avec la rémunération des salariés par heures travaillées selon le SEC 95, telle que prévue par le règlement (CE) 1216/2003 n'est actuellement pas possible. En effet, pour le Luxembourg, le passage des comptes nationaux annuels aux comptes nationaux trimestriels n'a été entamée qu'en 2005 et ni les rémunérations par salariés, ni les heures travaillées ne sont disponibles sur base trimestrielle pour les sections de la NACE Rév.1.

2.7. Exhaustivité

La mise en place du règlement n° 450/2003 a commencé par une analyse exploratoire sur 2002 et s'est poursuivie par la mise en place de la méthodologie retenue sur 2003 et 2004. L'ICT a été amélioré sur les deux axes suivants :

- l'intégration des sources de données disponibles au STATEC (Enquêtes 2000 sur le coût de la main d'œuvre (CMO) et le fichier des jours ouvrés par mois, cf. 2.7.1 et 2.7.2) ;
- le reclassement des salariés selon leur activité réelle et non pas selon l'activité de leur employeur, principalement pour les secteurs.

Début 2007, les données de l'enquête CMO 2000 seront remplacées par celles de 2004 afin d'intégrer les sections NACE MNO et de générer l'ICT pour ces sections.

2.7.1. Les données des enquêtes CMO

L'enquête CMO 2000 permet de compléter les données de l'IGSS en intégrant la notion d'heures travaillées et en complétant le coût de la main d'œuvre :

❖ Les heures travaillées :

L'ICT doit être calculé sur la base des heures réellement travaillées. Or, les heures fournies par l'IGSS sont des heures payées.

Le ratio fourni par l'enquête CMO2000 (heures travaillées / heures payées) est appliqué au niveau NACE5 sur les données horaires issues de l'IGSS, de façon à obtenir une estimation des heures travaillées.

- ❖ La structure du coût non intégrée dans les données salariales de l'IGSS est intégrée d'après les ratios calculés au niveau NACE dans les enquêtes CMO :
 - Le coût des formations : D2 / D1
 - Les autres charges : D3 / D1
 - Les taxes : D4 / D1
 - Les subventions : D5 / D1

Les données sont seulement disponibles sur les NACE de C à K. Il n'y a pas d'implication des enquêtes CMO sur les données de l'IGSS pour les NACE de L à O.

2.7.2. Le ratio des jours ouvrés

Le règlement prévoit de calculer trois séries pour l'ICT. L'une d'entre elles correspond aux données brutes corrigées des jours ouvrés dans le mois.

Une table a été créée, contenant pour chaque mois, un coefficient correcteur permettant de ramener l'ensemble des mois sur un nombre de jours ouvrés identique, correspondant à la moyenne des jours ouvrés d'une année.